

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C — 2014/29700]

**8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions  
pour les services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 3, l'article 43, modifié en dernier lieu par le décret du 29 novembre 2012, l'article 44, modifié en dernier lieu par le décret du 29 novembre 2012 et 47, remplacé par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et aux services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial;

Vu l'avis n° 140 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en février 2014;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 5 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis n° 55.801/4 du Conseil d'Etat donné le 28 avril 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions****Section 1<sup>re</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2<sup>o</sup> accueil familial : dispositif d'accueil bénévole d'un jeune par un particulier qui est soit le parent d'accueil visé à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret, soit le parrain dans le cadre d'un parrainage. Cet accueil vise la construction d'un lien affectif entre le particulier et le jeune avec pour objectif le développement harmonieux et l'épanouissement du jeune, tout en respectant la place de ses parents ou autres titulaires de l'autorité parentale à son égard dans l'exercice de cette dernière;

3<sup>o</sup> hébergement par un parent d'accueil : mesure d'aide spécialisée consistant en l'hébergement à temps plein d'un jeune, par la personne visée à l'article 1, 5<sup>o</sup>, du décret;

4<sup>o</sup> parrainage : accueil familial ponctuel mais régulier, par un particulier, dénommé « parrain », d'un jeune qui fait ou non l'objet d'un programme d'aide spécialisée élaboré par l'autorité mandante et pour qui un parrainage serait de nature à lui apporter des ressources nouvelles et soutenantes pour son évolution.

5<sup>o</sup> arrêté du 15 mars 1999: arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

6<sup>o</sup> autorité mandante : l'autorité mandante telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté du 15 mars 1999;

7<sup>o</sup> mandat : le mandat tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, de l'arrêté du 15 mars 1999.

8<sup>o</sup> accueillants : les parents d'accueil et les parrains.

**Section 2. — Champ d'application**

**Art. 2.** Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial visés aux articles 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, et 43 du décret, sont fixées par le présent arrêté.

**CHAPITRE 2. — Les missions générales des services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial**

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le service d'intervention et d'accompagnement en accueil familial, ci-après dénommé le service, a pour missions :

1<sup>o</sup> d'assurer la promotion de l'accueil familial au sein de la zone territoriale d'intervention pour laquelle le service est agréé;

2<sup>o</sup> d'organiser l'information, la sélection et le recrutement des candidats accueillants. Pour ce faire le service :

— informe les candidats des implications de l'accueil familial et du respect de la place de chacun;

— évalue leur demande;

— les prépare à l'accueil familial;

3<sup>o</sup> d'évaluer l'adéquation entre le projet de vie du jeune élaboré par ses parents et l'autorité mandante et celui du parent d'accueil sélectionné, le cas échéant, du parrain;

4<sup>o</sup> d'organiser l'hébergement par un parent d'accueil et d'assurer l'accompagnement et l'encadrement pédagogique et social du parent d'accueil, y compris dans les cas où la sélection de celui-ci n'a pas été opérée par le service;

5<sup>o</sup> d'assurer la gestion administrative et financière des subventions journalières et des frais spéciaux tels que prévus par les arrêtés du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes et du 30 juin 1998 fixant les limites des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle relative à l'aide et à la protection de la jeunesse;

6° d'assurer l'accompagnement individualisé du jeune dans son projet de vie et son histoire;

7° de soutenir les parents dans l'exercice de leur parentalité et travailler au maintien des relations personnelles entre le jeune, ses parents, ses frères et sœurs, sauf si l'autorité mandante estime qu'il n'est pas possible ou contraire à l'intérêt du jeune;

8° de préparer et accompagner le retour du jeune dans son milieu de vie d'origine, à l'issue de l'hébergement par un parent d'accueil, ou s'il échoue, de mettre en œuvre toute solution alternative rencontrant l'intérêt du jeune;

9° d'organiser, à titre optionnel, la mission de parrainage prévue dans le projet pédagogique dont les spécificités sont reprises au chapitre IV du présent arrêté.

§ 2. Le service constitue le dossier administratif des accueillants.

Celui-ci comprend a minima :

- un extrait du casier judiciaire du modèle visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle des accueillants actualisé au minimum tous les 5 ans ainsi que de toute personne adulte vivant sous le même toit que les accueillants;

- une attestation médicale des accueillants et des personnes vivant sous le même toit que ceux-ci stipulant qu'il n'y a pas de contre-indication médicale à l'accueil;

- les coordonnées de la mutuelle des accueillants.

§ 3. Le service veille à apporter aux accueillants les informations nécessaires et utiles à l'accueil du jeune et à la compréhension de sa situation.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le projet pédagogique détermine les mesures d'hébergement par un parent d'accueil pour lesquelles le service intervient.

§ 2. Celles-ci sont de trois types :

1° les mesures d'hébergement par un parent d'accueil

2° les mesures d'hébergement d'urgence par un parent d'accueil

3° les mesures d'hébergement de court terme par un parent d'accueil

Le service intervient pour au moins un des trois types de mesures d'hébergement.

CHAPITRE 3. — Intervention dans le cadre d'un hébergement par un parent d'accueil

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes aux services qui interviennent dans le cadre des mesures visées à l'article 4, § 2, 1° à 3°*

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** En dehors des missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, le service travaille sur la base d'un mandat.

Le mandat précise la nature de l'aide à apporter, les objectifs à poursuivre, les motifs de la mission confiée au service, et sa durée. Le mandat concerne un seul jeune.

§ 2. Le projet pédagogique détermine le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément.

§ 3. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément, pour chacune des missions visées à l'article 4, § 2, et au chapitre IV. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service.

Les taux de prise en charge indiqués à l'article 25, 1° de l'arrêté du 15 mars 1999 font l'objet, au sein des services visés par le présent arrêté, d'un calcul distinct en fonction des mesures visées à l'article 4, § 2, et au chapitre IV.

§ 4. Le service fait rapport à l'autorité mandante dans les délais fixés aux articles 10, 13 et 16. Ce rapport précise les demandes de l'autorité mandante et celles des bénéficiaires. Il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé. Il renseigne également les relations qu'a le jeune avec ses parents, leur évolution et la fréquence de celles-ci.

Lorsque le service est mandaté par le juge ou le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire si celui-ci est en charge de la situation visée.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999 est accordée à chaque service sur base d'un directeur barème A.

§ 2. En-deçà ou au-delà des normes d'effectifs prévues aux articles 11, 14 et 17, les normes sont appliquées de manière proportionnelle.

**Art. 7.** Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle seules les fonctions visées à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 2, ainsi que les fonctions de personnel technique sont prises en considération dans les catégories du personnel.

**Art. 8.** Par dérogation à l'art 35, § 1<sup>er</sup>, 14°, de l'arrêté du 15 mars 1999, sont prises en considération pour la justification de la subvention pour frais de fonctionnement du service, les cotisations payées aux organisations représentatives des services, à concurrence d'un montant maximum de 75 euros indexables par an et par emploi temps plein.

*Section 2. — Dispositions particulières relatives aux services qui interviennent dans le cadre de la mesure visée à l'article 4, § 2, 1°*

**Art. 9.** L'autorité mandante peut décerner un mandat pour préparer l'accueil du jeune par un particulier. Ce mandat ne peut excéder deux mois.

**Art. 10.** Le service adresse un rapport à l'autorité mandante, dans les trois mois de la date du mandat.

Un rapport complémentaire est adressé au moins tous les six mois à l'autorité mandante et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999 est accordée au service sur la base des normes d'effectif fixées comme suit :

- 0.5 Assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou éducateur pour 12 situations;

- 0.25 psychologue ou docteur en médecine pour 18 situations;

- 0,25 administratif pour 18 situations.

Si le service dispose d'une unité décentralisée, le 0,25 psychologue ou médecin peut-être remplacé par un directeur pédagogique de barème A.

§ 2. Les frais d'honoraires de médecins peuvent être pris en compte et justifiés pour les frais de personnel, à concurrence de 31,11 euros indexables par heure de prestation.

§ 3. Les dépenses de frais de personnel d'un médecin conventionné avec le service sont considérées pour la justification des dépenses en frais de personnel.

**Art. 12.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté du 15 mars 1999 accordée au service est fixée à un montant annuel de 548,51 euros indexables par situation visée par le projet pédagogique.

*Section 3. — Dispositions particulières relatives aux services qui interviennent dans le cadre des mesures visées à l'article 4, § 2, 2°*

**Art. 13.** – § 1<sup>er</sup>. La mesure d'hébergement d'urgence par un parent d'accueil consiste en l'accueil de jeunes pour une période de 15 jours au maximum par un parent d'accueil sélectionnés pour ce type de prises en charge.

La durée du mandat peut être prolongée par l'autorité mandante, après évaluation, pour 30 jours supplémentaires.

§ 2. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante dans les 15 jours. En cas de prolongation, le service adresse un second rapport dans les 30 jours à dater de la prolongation.

**Art. 14.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999 est accordée au service sur la base des normes d'effectif fixées comme suit :

- 0,50 psychologue pour 10 situations;
- 2,75 Assistants sociaux ou auxiliaires sociaux ou assistants en psychologie ou éducateurs pour 10 situations;
- 0,25 administratif pour 10 situations.

**Art. 15.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté du 15 mars 1999, accordée au service est fixée à un montant annuel de 1885,43 euros indexables par situation visée par le projet pédagogique.

*Section 4. — Dispositions particulières relatives aux services qui interviennent dans le cadre des mesures visées à l'article 4, § 2, 3°*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La mesure d'hébergement de court terme par un parent d'accueil consiste en l'accueil de jeunes pour une période de 90 jours au maximum, par un parent d'accueil sélectionné pour ce type de prises en charge.

La durée du mandat peut être prolongée par l'autorité mandante, après évaluation, deux fois au maximum.

§ 2. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante dans les 90 jours du début de la prise en charge. En cas de prolongation, le service adresse un rapport dans les 90 jours à dater de chaque prolongation.

**Art. 17.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999 est accordée au service sur la base des normes d'effectif fixées comme suit :

- 0,75 psychologue pour 12 situations;
- 2 Assistants sociaux ou auxiliaires sociaux ou assistants en psychologie ou éducateurs pour 12 situations;
- 0,50 administratif pour 12 situations.

**Art. 18.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté du 15 mars 1999 accordée au service est fixée à un montant annuel de 1644,91 euros indexables par situation visée par le projet pédagogique.

*CHAPITRE 4. — Dispositions particulières relatives aux services qui accompagnent le parrainage*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le service qui accompagne le parrainage répond aux critères du présent arrêté. Cette mission spécifique est précisée dans l'arrêté d'agrément du service.

§ 2. Outre les missions générales visées à l'article 3, le service qui présente un projet pédagogique visant à accompagner le parrainage a des missions spécifiques qui consistent à :

1<sup>o</sup> organiser l'accueil ponctuel, régulier et durable, par des parrains, de jeunes vivant ou non dans leur famille d'origine. Pour ce faire, le service :

- recherche l'adhésion des titulaires de l'autorité parentale au projet de parrainage;
- veille à ce qu'il y ait adéquation entre le jeune à parrainer et le particulier qui s'offre à le parrainer;
- informe chacune des parties au projet de parrainage (le parrain, le jeune, et les personnes titulaires de l'autorité parentale à son égard) des implications de cette forme d'accueil familial et du respect de la place de chacun;
- évalue l'intérêt du projet pour le jeune avec les adultes qui en sont responsables, en ce compris les professionnels qui l'entourent;
- règle, en accord avec les parties au projet de parrainage, les modalités pratiques telles que le rythme des rencontres, le transport, l'hébergement;

2<sup>o</sup> assurer le suivi et l'encadrement du parrainage en lien direct avec les titulaires de l'autorité parentale, le cas échéant, en complément d'un programme d'aide, d'une application de mesure ou d'une décision judiciaire.

Le service privilégie la position de tiers facilitateur dans sa mission d'encadrement et travaille en collaboration avec le parrain, le jeune, les personnes titulaires de l'autorité parentale à son égard et, le cas échéant, le service, agréé ou non, qui intervient dans la situation du jeune et les autorités mandantes ainsi que toute personne collaborant au projet du jeune.

Il intervient intensivement la première année et progressivement de façon plus souple lorsque la bonne évolution du parrainage le permet;

3<sup>o</sup> assurer une mission de conseil auprès des services qui collaborent à l'application du décret et qui en formulent la demande.

Cette mission consiste à informer les services, agréés ou non, qui recourent au parrainage, des pratiques de parrainage, de ses limites, de ses indications et contre indications et de leur fournir des outils avec pour objectif d'aboutir à une harmonisation des pratiques sur l'ensemble du territoire de la Communauté française.

**Art. 20.** Le service qui accompagne le parrainage le fait de manière non contraignante et hors de tout mandat pour l'exercice de cette mission particulière.

Dans le cas où le jeune fait déjà l'objet d'une mesure d'aide spécialisée, le service organise le parrainage en collaboration avec l'autorité mandante et moyennant son accord préalable. Le projet de parrainage est alors mentionné dans le programme d'aide, dans la décision de l'application de mesure ou dans la décision judiciaire. Le service informe l'autorité mandante du démarrage effectif du parrainage ainsi que de sa clôture.

Le service informe en outre l'autorité mandante de l'évolution du parrainage chaque fois qu'elle en fait la demande et moyennant accord préalable des parties.

**Art. 21.** Le service qui accompagne le parrainage bénéficie d'une subvention annuelle pour frais de personnel sur la base des normes d'effectif suivantes :

- 0.25 psy pour 25 situations dont 10 situations nouvelles entamées endéans l'année
- 0.75 AS ou éduc pour 25 situations dont 10 situations nouvelles entamées endéans l'année

**Art. 22.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté du 15 mars 1999 accordée au service est fixée à un montant annuel de 7.500 euros indexables pour 25 situations.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 23.** A l'arrêté de l'exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 17, les mots « des services de placement familial » sont remplacés par les mots « des services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial »;

2° à l'annexe 1, les mots « des services de placement familial » sont remplacés par les mots « des services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial ».

**Art. 24.** L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial est abrogé.

**Art. 25.** Les services de placement familial agréés conformément à l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial qui souhaitent être agréés conformément au présent arrêté comme services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial sollicitent leur agrément conformément au Titre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999, au plus tard six mois avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 27.** Le ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29700]

#### 8 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor optreden en begeleiding in het kader van de gezinsopvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 3, artikel 43, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 november 2012, artikel 44, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 november 2012 en 47, vervangen bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen;

Gelet op het advies nr. 140 van de Gemeenschapsraad voor de hulpverlening aan de jeugd, gegeven in februari 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 55.801/4 van de Raad van State gegeven op 28 april 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslagning,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied en definities*

*Afdeling 1. — Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

1° decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° gezinsopvang : systeem van vrijwillige opvang door een particulier die ofwel de opvangouder is bedoeld bij artikel 1, 5°, van het decreet, ofwel de peetouder in het kader van een opvang door een peetouder. Deze opvang heeft tot doel het opbouwen van een affectieve band tussen de particulier en de jongere om de harmonieuze ontwikkeling en ontbloeiing van de jongere mogelijk te maken, met inachtneming van de plaats van de ouders of andere dragers van het ouderlijk gezag bij de uitoefening van deze;

3° huisvesting door een opvangouder : maatregel van gespecialiseerde hulpverlening waarbij een jongere voltijds huisvesting wordt verleend door de persoon bedoeld bij artikel 1, 5°, van het decreet;

4° opvang door een peetouder : de occasionele doch regelmatige opvang, door een particulier, "peetouder" genoemd, van een jongere die al dan niet het voorwerp uitmaakt van een programma van gespecialiseerde hulp opgesteld door de lastgevende macht en voor wie een opvang door een peetouder nieuwe hulpbronnen bij zijn evolutie zou brengen;

5° besluit van 15 maart 1999 : besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

6° lastgevende macht : de lastgevende macht zoals bepaald bij artikel 1, 4°, van het besluit van 15 maart 1999;

7° mandaat : het mandaat zoals bedoeld bij artikel 1, 11°, van het besluit van 15 maart 1999;

8° opvangpersonen : de opvangouders en de peetouders.

*Afdeling 2. — Toepassingsgebied*

**Art. 2.** De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de diensten voor optreden en begeleiding in het kader van de gezinsopvang bedoeld bij artikel 1, 14°, en 43 van het decreet en de toekenning van subsidie aan deze, worden door dit besluit bepaald.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene opdrachten van de diensten voor optreden en begeleiding  
in het kader van de gezinsopvang*

**Art. 3. § 1.** De dienst voor optreden en begeleiding in het kader van de gezinsopvang, hierna de dienst, heeft tot opdracht :

1° voor de promotie van de gezinsopvang binnen de grondgebiedzone van optreden waarvoor de dienst erkend is, te zorgen;

2° de informatie, selectie en werving van de opvangpersonen die zich kandidaat stellen, te organiseren.

Daartoe zal de dienst :

- de kandidaten op de hoogte brengen van de eisen die met de gezinsopvang gepaard gaan en van het noodzakelijke respect voor de plaats van iedereen;

- hun aanvraag evalueren;

- ze op de gezinsopvang voorbereiden;

3° de geschiktheid van het levensproject voor de jongere onwikkeld door zijn ouders en de lastgevende macht vergeleken met dat van de geselecteerde opvangouder, desgevallend, van de peetouder, te evalueren;

4° voor de huisvesting door een opvangouder te zorgen en voor de begeleiding en de pedagogische en sociale omkadering door de opvangouder, met inbegrip van de gevallen waar de selectie van deze niet door de dienst werd gedaan;

5° voor het administratieve beheer te zorgen van de dagelijkse subsidies en van de speciale kosten zoals bedoeld bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren en van 30 juni 1998 tot vaststelling van de limieten van de uitgaven bestemd voor individuele hulpverlening in verband met de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming;

6° voor de geïndividualiseerde begeleiding van de jongere te zorgen in zijn levensproject en zijn geschiedenis;

7° de ouders te ondersteunen bij de uitoefening van hun ouderschap en te helpen bij het behoud van de persoonlijke relaties tussen de jongere, zijn ouders, zijn broers en zusters, behoudens wanneer de lastgevende macht acht dat dat niet mogelijk is of tegenstrijdig is met het belang van de jongere;

8° de terugkeer van de jongere in zijn oorspronkelijke leefomgeving voor te bereiden en te begeleiden, op het einde van de huisvesting door een opvangouder, of desgevallend, elke alternatieve oplossing te bewerkstelligen die het belang van de jongere behartigt;

9° optioneel, de opdracht van de peetouder te organiseren, bedoeld in het pedagogische project waarvan de specificaties in hoofdstuk IV van dit besluit opgenomen worden.

§ 2. De dienst stelt het administratieve dossier van de opvangpersonen samen.

Het bevat minstens :

- een uitreksel uit het strafregister van het model bedoeld bij artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering van de opvangpersonen minstens om de vijf jaar geactualiseerd alsook van elke volwassene die onder hetzelfde dak woont als de opvangpersonen;

- een medisch attest voor de opvangpersonen en voor de personen die onder hetzelfde dak leven als deze, waarbij wordt gestaafd dat er geen medisch bezwaar is tegen de opvang;

- de gegevens betreffende het ziekenfonds van de opvangpersonen.

§ 3. De dienst bezorgt de opvangpersonen de noodzakelijke informatie om voor de opvang van de jongere te zorgen en om zijn toestand te begrijpen.

**Art. 4.** § 1. Het pedagogisch project bepaalt de maatregelen voor de huisvesting door een opvangouder waarvoor de dienst optreedt.

§ 2. Er bestaan drie types maatregelen :

1° de maatregelen voor de huisvesting door een opvangouder;

2° de maatregelen voor de dringende huisvesting door een opvangouder;

3° de maatregelen voor een kortetermijnhuisvesting door een opvangouder.

De dienst treedt minstens voor één van de drie types van huisvestingsmaatregel op.

*HOOFDSTUK 3. — Optreden in het kader van een huisvesting door een opvangouder*

*Afdeling 1. — Bepalingen die gemeenschappelijk zijn aan de diensten die optreden in het kader van de maatregelen bedoeld bij artikel 4, § 2, 1° tot 3°*

**Art. 5.** - § 1. Naast de opdrachten bedoeld bij artikel 3, § 1, 1° en 2°, werkt de dienst op basis van een mandaat.

Het mandaat vermeldt de aard van de te verlenen hulp, de nagestreefde doeleinden, de redenen die ten grondslag liggen aan de opdrachten van de dienst, en de duur ervan. Het mandaat betreft één enkele jongere.

§ 2. Het pedagogisch project bepaalt het aantal mandaten die door de dienst simultaan bekleed kunnen worden.

§ 3. De opvang begint op dezelfde datum als de datum van het mandaat. Voor de toepassing van dit besluit, onder aantal toestanden bedoeld bij het pedagogisch project, dient verstaan te worden het gemiddelde aantal toestanden die simultaan behandeld kunnen worden, voor elk van de opdrachten bedoeld bij artikel 4, § 2, en hoofdstuk IV. Het aantal effectieve toestanden wordt door de mandaten die aan de dienst toevertrouwd worden, bepaald.

De opvangcijfers vermeld bij artikel 25, 1°, van het besluit van 15 maart 1999 maken het voorwerp uit, binnen de diensten bedoeld bij dit besluit, van een gescheiden berekening in functie van de maatregelen bedoeld bij artikel 4, § 2, en bij hoofdstuk IV.

§ 4. De dienst brengt verslag uit bij de lastgevende macht binnen de termijnen bepaald bij de artikelen 10, 13 en 16. Dit verslag vermeldt de aanvragen van de lastgevende macht en deze van de begunstigde. Het bevat een analyse van de toestand en de bijzonderheden van het voorgenomen hulpprogramma. Ook vermeldt het de betrekkingen van de jongere met zijn ouders, hun evolutie en de frequentie ervan.

Wanneer de dienst door de jeugdrechtbank gemanageerd wordt, zendt hij een afschrift van de verslagen aan de dienst voor jeugdbescherming toe als deze belast is met bedoelde toestand.

**Art. 6.** § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie om personeelskosten te dekken bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van 15 maart 1999 wordt aan iedere dienst toegekend op basis van een directeur barema A.

§ 2. Beneden of boven de normen inzake personeelsbezetting bedoeld bij de artikelen 11, 14 en 17, worden de normen evenredig toegepast.

**Art. 7.** Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse subsidie worden enkel in aanmerking genomen in de personeelscategorieën de ambten bedoeld bij artikel 11, § 1, eerste en tweede lid, alsook de ambten van het technisch personeel.

**Art. 8.** In afwijking van artikel 35, § 1, 14°, van het besluit van 15 maart 1999, worden in aanmerking genomen voor de verantwoording van de subsidie om de werkingkosten van de dienst te dekken, de bijdragen betaald aan de verenigingen die de diensten vertegenwoordigen, ten belope van een indexeerbaar maximumbedrag van 75 euro per jaar en per voltijdse betrekking.

*Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die in het kader van de maatregel bedoeld bij artikel 4, § 2, 1°, optreden*

**Art. 9.** De lastgevende macht kan een mandaat toekennen om de opvang van een jongere door een particulier voor te bereiden. Dit mandaat kan niet meer dan twee maanden bedragen.

**Art. 10.** De dienst stuurt een verslag aan de lastgevende macht toe, binnen de drie maanden van de datum van het mandaat.

Een aanvullend verslag wordt minstens om de zes maanden aan de lastgevende macht toegezonden en iedere keer dat deze erom vraagt.

**Art. 11.** § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten te dekken bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van 15 maart 1999 wordt aan de dienst toegekend op basis van de normen inzake personeelsbezetting, vastgelegd als volgt :

- 0,5 Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in een IPPJ (Institution publique de protection de la Jeunesse – Overheidsinstelling voor jeugdbescherming) of assistent in de psychologie of opvoeder voor 12 toestanden;

- 0,25 psycholoog of doctor in de geneeskunde voor 18 toestanden;

- 0,25 administratief personeelslid voor 18 toestanden.

Indien de dienst over een gedecentraliseerde eenheid beschikt, kan het cijfer 0,25 psycholoog of arts vervangen worden door een pedagogisch directeur barema A.

§ 2. De honoraria van artsen kunnen in aanmerking worden genomen en verantwoord worden voor de personeelskosten, ten belope van een indexeerbaar bedrag van 31,11 euro per uur prestatie.

§ 3. De uitgaven om personeelskosten van een arts die geconventioneerd is met de dienst worden in aanmerking genomen voor de verantwoording van de uitgaven inzake personeelskosten.

**Art. 12.** De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit van 15 maart 1999, toegekend aan de dienst, wordt op een indexeerbaar jaarlijks bedrag van 548,51 euro per toestand bedoeld bij het pedagogisch project bepaald.

*Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die optreden in het kader van de maatregelen bedoeld bij artikel 4, § 2, 2°*

**Art. 13.** § 1. De maatregel van dringende huisvesting door een opvangouder bestaat in de opvang van jongeren voor een periode van veertien dagen maximum door een opvangouder, geselecteerd voor dat type opvang.

De duur van het mandaat kan verlengd worden door de lastgevende macht, na evaluatie, voor dertig bijkomende dagen.

§ 2. De dienst stuurt een verslag aan de lastgevende macht binnen de veertien dagen toe. Ingeval het mandaat verlengd wordt, stuurt de dienst een tweede verslag binnen de dertig dagen vanaf de verlenging.

**Art. 14.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van 15 maart 1999 wordt aan de dienst toegekend op basis van de normen inzake personeelsbezetting, vastgelegd als volgt :

- 0,50 psycholoog voor 10 toestanden;
- 2,75 maatschappelijke assistenten of maatschappelijke assistenten in een IPPJ of assistenten in de psychologie of opvoeders voor 10 toestanden;
- 0,25 administratief personeelslid voor 10 toestanden.

**Art. 15.** De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit van 15 maart 1999 toegekend aan de dienst wordt op een indexeerbaar jaarlijks bedrag van 1885,43 euro per toestand bedoeld bij het pedagogisch project bepaald.

*Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die optreden in het kader van de maatregelen bedoeld bij artikel 4, § 2, 3°*

**Art. 16.** § 1. De maatregel van kortetermijnhuisvesting door een opvangouder bestaat in de opvang van jongeren voor een periode van negentig dagen maximum door een opvangouder geselecteerd voor dat type opvang.

De duur van het mandaat kan maximum twee keer door de lastgevende macht, na evaluatie, verlengd worden.

§ 2. De dienst stuurt een verslag aan de lastgevende macht binnen de negentig dagen na het begin van de opvang toe. Ingeval het mandaat verlengd wordt, stuurt de dienst een verslag binnen de negentig dagen vanaf elke verlenging.

**Art. 17.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van 15 maart 1999 wordt aan de dienst toegekend op basis van de normen inzake personeelsbezetting, vastgelegd als volgt :

- 0,75 psycholoog voor 12 toestanden;
- 2 maatschappelijke assistenten of maatschappelijke assistenten in een IPPJ of assistenten in de psychologie of opvoeders voor 12 toestanden;
- 0,50 administratief personeelslid voor 12 toestanden.

**Art. 18.** De provisionele jaarlijkse subsidie om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit van 15 maart 1999 toegekend aan de dienst wordt op een indexeerbaar jaarlijks bedrag van 1644,91 euro per toestand bedoeld bij het pedagogisch project bepaald.

**HOOFDSTUK 4. — Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die met de opvang door een peetouder gepaard gaan**

**Art. 19.** § 1. De dienst die gepaard gaat met de opvang door een peetouder voldoet aan de criteria van dit besluit. Deze specifieke opdracht wordt nader bepaald in het besluit tot erkenning van de dienst.

§ 2. Naast de algemene opdrachten bedoeld bij artikel 3, heeft de dienst die een pedagogisch project voordraagt ertoe strekkend de opvang door een peetouder te omkaderen, specifieke opdrachten :

1° de occasionele, regelmatige en duurzame opvang te organiseren, door peetouders, van jongeren die al dan niet in hun oorspronkelijke gezin leven. Daartoe, zal de dienst :

- het toetreden van de dragers van het ouderlijk gezag tot het project van opvang door een peetouder nastreven;
- ervoor zorgen dat de profielen van de te begeleiden jongere en van de particulier die zich voordraagt om de jongere te begeleiden, overeenstemmen;
- elke partij bij het project voor de opvang door een peetouder (de peetouder, de jongere, en de dragers van het ouderlijk gezag) inlichten over de implicaties van deze vorm van gezinsopvang en van de inachtneming van de plaats van iedereen;
- de relevantie van het project voor de jongere evalueren met de volwassenen die ervoor verantwoordelijk zijn, met inbegrip van de professionelen die hem bijstaan;
- in overeenstemming met de partijen bij het project voor de opvang door een peetouder, de nadere praktische regels bepalen zoals het ritme van de ontmoetingen, het vervoer, de huisvesting;

2° de follow-up en de omkadering van de opvang door een peetouder in rechtstreeks verband met de dragers van het ouderlijk gezag, desgevallend, als aanvulling van een hulpprogramma, de toepassing van een maatregel of een gerechtelijke beslissing.

De dienst legt de nadruk op de positie van faciliterende derde in zijn omkaderingsopdracht en werkt met de peetouder, de dragers van het ouderlijk gezag en, desgevallend, de al dan niet erkende dienst, die optreedt in de toestand van de jongere en de lastgevende macht alsook enige persoon die meewerkt aan het project van de jongere, mee.

Hij treedt intensief op in het eerste jaar en progressief op soepelere wijze wanneer de goede evolutie van de opvang door een peetouder het toelaat;

3° voor de raadgeving zorgen ten voordele van de diensten die samenwerken voor de toepassing van het decreet en die erom vragen.

Deze opdracht bestaat erin de al dan niet erkende diensten die de opvang door een peetouder uitoefenen in te lichten over praktijken inzake opvang door een peetouder , de beperkingen ervan, de relevantie ervan en ze met instrumenten uit te rusten met als doel een harmonisering van praktijken te verwezenlijken op heel het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

**Art. 20.** De dienst die de opvang door een peetouder omkaderd, doet het zonder verbintenis en buiten elk mandaat voor de uitoefening van deze bijzondere opdracht.

Ingeval de jongere al het voorwerp uitmaakt van een maatregel voor gespecialiseerde hulpverlening, organiseert de dienst de opvang door een peetouder in samenwerking met de lastgevende macht en mits zijn voorafgaande instemming. Het project voor de opvang door een peetouder wordt dan in het hulpprogramma vermeld, in de beslissing tot toepassing van de maatregel of in de gerechtelijke beslissing. De dienst informeert de lastgevende macht van het effectieve starten van de opvang door een peetouder en van de beëindiging ervan.

De dienst informeert daarnaast de lastgevende macht over de evolutie van de opvang door een peetouder elke keer dat ze erom vraagt en mits voorafgaande instemming van de partijen.

**Art. 21.** De dienst die de opvang door een peetouder omkaderd, geniet een jaarlijkse subsidie voor personeelskosten op basis van de volgende bezettingsnormen :

- 0,25 psy voor 25 toestanden waaronder 10 nieuwe toestanden begonnen gedurende het jaar
- 0,75 MA of opvoeder voor 25 toestanden waaronder 10 nieuwe toestanden begonnen gedurende het jaar.

**Art. 22.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit van 15 maart 1999 toegekend aan de dienst, wordt op een indexeerbaar jaarlijks bedrag van 7.500 euro voor 25 toestanden bepaald.

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 23.** In het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 17, worden de woorden "de diensten voor plaatsing in gezinnen" vervangen door de woorden "de diensten voor optreden en begeleiding in gezinsopvang";

2° in bijlage 1, worden de woorden "de diensten voor plaatsing in gezinnen" vervangen door de woorden "de diensten voor optreden en begeleiding in gezinsopvang".

**Art. 24.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen, wordt opgeheven.

**Art. 25.** De diensten voor gezinsopvang die erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen, en die erkend wensen te worden overeenkomstig dit besluit als diensten voor optreden en begeleidingsopvang, vragen hun erkenning aan overeenkomstig Titel II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999, ten laatste zes maanden vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016.

**Art. 27.** De minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK



#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29693]

**17 SEPTEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant 72 périodes supplémentaires à 5 établissements de l'enseignement fondamental ordinaire pour l'organisation du dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants en application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, pour l'année scolaire 2014-2015**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2012 portant application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Considérant la proposition de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire du 4 août 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 septembre 2014;